

La crise économique, quel impact en Russie ?

par Laure DELCOUR, directrice de recherche à l'IRIS

La crise économique, quel impact en Russie ?

par Laure DELCOUR, directrice de recherche à l'IRIS

Après une décennie 1990 marquée par une évolution chaotique vers l'économie de marché, une chute du niveau de vie et une grave crise en 1998, la Russie était entrée depuis le début des années 2000 dans une phase de croissance dynamique (6,4% par an en moyenne). Largement fondées sur les exportations d'hydrocarbures dans un contexte d'augmentation des prix du pétrole, les performances économiques russes avaient permis au pays de rembourser par anticipation sa dette au Club de Paris et d'accumuler des réserves financières considérables. Grâce à la gestion prudente des autorités, les principaux indicateurs macroéconomiques étaient à nouveau encourageants, en dépit d'un développement industriel et d'une modernisation économique encore très limités. Au total, la Russie du début 2008 s'était imposée comme un pays émergent, un des quatre BRIC dont, prédisait-on, l'économie était appelée à dépasser celle des Etats-Unis et de l'Union européenne à l'horizon 2030. La croissance était également l'une des assises de la « démocratie souveraine » mise en place par Vladimir Poutine et l'un des ressorts de l'affirmation de la Russie sur la scène internationale.

A quel point la crise internationale a-t-elle atteint la Russie et dans quelle mesure remet-elle en cause ces évolutions? Comment est-elle susceptible d'influer sur la vie politique du pays et de modifier les rapports sociaux ?

Quel impact réel ?

L'impact de la crise financière sur la Russie a longtemps été minimisé par les autorités, qui ont affirmé jusqu'à la fin de l'été 2008 que le pays resterait à l'écart du krach. Les performances boursières et financières montrent pourtant que la Russie est entraînée dans la spirale de crise. Depuis mai 2008, les indices de la bourse de Moscou (pourtant qualifiée par le président Medvedev d' "îlot de stabilité dans l'océan des passions financières"¹), ont perdu plus de 70% de leur valeur. Endettés auprès des banques étrangères en échange de garanties sur leurs actifs, qui se sont dépréciés au lendemain du krach financier, les oligarques ont été les premiers touchés : les dix plus grosses fortunes de Russie ont perdu près de 150 milliards de dollars. Mais la cotation des plus grandes entreprises russes a également dégringolé : ainsi l'action de Gazprom a-t-elle perdu près de 66% entre juin et décembre 2008. Les estimations concernant la fuite des capitaux, phénomène médiatisé au moment du conflit géorgien, sont inquiétantes ; les plus optimistes l'évaluent à environ 40 milliards de dollars au 3^{ème} trimestre 2008², les plus pessimistes font état d'une fuite de 130 milliards de dollars pour

¹ Cité par l'Agence d'informations RIA-Novosti, 25 mars 2008, <http://fr.rian.ru/russia/20080325/102154553.html>.

² *Vedomosti*, repris par l'Agence d'informations RIA-Novosti, 6 octobre 2008.

2008³. Pourtant, la portée exacte de cette crise financière est encore difficile à appréhender : s'agit-il d'un effondrement durable ou d'un phénomène de réajustement ? La chute de la bourse de Moscou reflète aussi l'éclatement de la bulle spéculative qui s'était formée depuis plusieurs années ; il peut donc en résulter un assainissement des marchés financiers russes, à l'instar de ce qui s'était produit en 1998. De même, le rouble, stable depuis plusieurs années, a été dévalué 14 fois en quelques mois. Cette dépréciation rappelle certes aux Russes les heures sombres de la crise de 1998 ; mais elle correspond aussi à un réajustement de la monnaie russe, longtemps surestimée.

L'économie réelle apparaît tout aussi lourdement affectée par la crise. Ainsi, la production industrielle a chuté de plus de 9% en novembre 2008, de 10% en décembre et de 16% en janvier par rapport à l'année précédente. Les secteurs les plus touchés sont l'automobile, le bâtiment et la sidérurgie ; les villes mono-industrielles, tournées vers un seul type de production et une seule entreprise, sont particulièrement affectées. La croissance économique a d'ores et déjà ralenti à 5,6% en 2008 (comparé à 8,1% en 2007), performance la plus mauvaise depuis 2002. D'abord optimistes (faisant état d'une croissance de 3,5% du PIB), les prévisions pour 2009 ont été revues à la baisse. Pour la première fois, le vice-ministre de l'économie, Andreï Klepatch, a évoqué mi-février un recul du PIB, estimé à 2,2% en 2009. Les conséquences sociales de cette récession sont inquiétantes. Longtemps absent des préoccupations de la population, le chômage a considérablement augmenté depuis quelques mois (hausse de 20% entre octobre 2008 et mi-janvier 2009, enregistrement de 90.000 chômeurs supplémentaires pour la seule dernière semaine de janvier⁴). Jusqu'alors limité à 6,1%, il touche en janvier 8,1 % de la population active.

Quelle marge de manœuvre pour le gouvernement ?

Dans ce contexte, quelle est la marge de manœuvre des pouvoirs publics et leur stratégie pour limiter l'impact de la crise ? Sur le plan économique comme sur le plan financier, cette crise, à l'instar de celle de 1998, pourrait être l'occasion de restructurer et d'assainir le système russe, en favorisant *in fine* la modernisation et la compétitivité de l'économie russe, objectif primordial du pouvoir. Quoique conscientes de la nécessité de profondes réformes pour y parvenir, les autorités se sont pour l'instant surtout attachées à juguler les répercussions économiques et sociales de la crise. Fin 2008, elles ont créé une commission spéciale anti-crise, elles ont adopté un plan d'action visant à assainir la situation du secteur financier et elles ont pris une série de mesures pour soutenir l'économie et le rouble. Les réserves financières et de change accumulées depuis plusieurs années ont pour l'heure permis de financer ces mesures, dont le coût total est estimé à plus de 200 milliards de dollars. Dans ce cadre, les autorités ont mis en place des mécanismes d'appui aux entreprises (réduction de la fiscalité, prévention des faillites, en particulier au sein du complexe militaro-industriel), dont certains ne sont pas dépourvus de protectionnisme (par exemple la majoration de la taxe perçue sur les voitures importées, effective depuis janvier 2009). Elles ont également prévu des mesures sociales, notamment une augmentation des retraites et de l'indemnité chômage, pour un coût total de 15,7 milliards d'euros. Des

³ Chiffre cité par le *Herald Tribune*, 31 janvier/1^{er} février 2009.

⁴ Il y a officiellement 1,735 million de chômeurs enregistrés en Russie, mais selon l'Office de statistiques Rosstat 6,1 millions de personnes se trouvent sans emploi en janvier 2009.

sommes supplémentaires, dont le montant n'a pas encore été précisé, seront allouées sur le budget 2009 pour financer le programme anticrise. Toutefois, selon le Premier ministre, il n'est pas question de remettre en cause les principaux programmes sociaux et d'investissement identifiés dans le cadre de la Stratégie de développement social et économique de la Russie à l'horizon 2020, qui vise à renforcer la compétitivité de l'économie russe tout en réduisant les inégalités sociales.

Deux scénarii possibles

Ces mesures suffiront-elles à endiguer le mécontentement de la population ? Les manifestations se sont en effet multipliées à travers le pays depuis la fin 2008, notamment pour protester contre les licenciements massifs. Il s'agit de la vague la plus importante de protestations sociales depuis la loi sur la monétisation des avantages sociaux, en 2005. Pour autant, ces manifestations restent strictement encadrées ; elles ont donné lieu à de nombreuses interpellations (par exemple plus de 200 à Vladivostok en décembre), car les autorités n'entendent pas, comme l'a indiqué le président Medvedev, tolérer une instabilité sociale persistante dans un contexte de grave crise économique. Au total, les protestations ont peu de chances de déstabiliser un pouvoir dont la cote de confiance n'est que légèrement érodée. En revanche, la crise économique et ses conséquences sociales sont susceptibles de faire évoluer le régime. Deux scénarii sont évoqués. Le premier, celui d'un raidissement du Kremlin et d'une nouvelle diminution des libertés publiques, s'appuie à la fois sur les arrestations opérées lors des dernières manifestations sociales et politiques, et sur les limogeages de plusieurs gouverneurs régionaux décidés tout récemment. Dans cette perspective, la crise, comme tout phénomène porteur de déstabilisation, ne pourrait conduire qu'à un renforcement du contrôle du pouvoir. Le second scénario voit en revanche dans la crise l'occasion d'un assouplissement – fût-il limité- de l'attitude des autorités. Dans ce schéma, la gravité de la situation économique et sociale pousserait le Kremlin à faire des concessions à la fois pour trouver une issue et conserver le pouvoir. Cette hypothèse semble confirmée par la récente interview télévisée du président Medvedev, le 15 février⁵ : face à la crise, il a appelé ses compatriotes à un nouveau partenariat, fondé sur une plus grande ouverture des autorités en échange du soutien des citoyens. Il reste toutefois au Kremlin à concrétiser cette ouverture.

⁵ Interview accordée à la chaîne Rossiâ, 15/02/2009.